

Le droit à „entreprendre autrement“



Foto: Inees

Les Journées Internationales de l'économie solidaire ont réuni plus de 150 personnes

„En 2009, allons tous au Luxembourg pour affirmer l'importance de l'économie sociale et solidaire dans le Monde.“ Ce fut le leitmotiv de deux jours de débats qui ont réuni plus de 150 personnes, dont de nombreux élus en charge de l'économie solidaire, lors des Journées Internationales de l'économie solidaire organisées par le RTESS en partenariat avec Inees et le Ripess² à Lille les 18 et 19 octobre derniers.

Christiane Bouchart, élue à Lille et présidente du RTESS a ouvert ces journées en rappelant combien à l'heure de la globalisation il est important de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) qui crée des emplois non délocalisables et apportant des services précieux au bénéfice des habitants.

Abdou Salam Fall du Ripess rappelait de son côté que l'ESS développe des initiatives partout dans le monde et permet de sortir des schémas classiques de l'aide humanitaire pour donner les capacités aux peuples de développer des activités économiques, avec le commerce équitable et des activités d'auto-subistance, qui leur assurent un meilleur avenir.

Beaucoup de témoignages comme celui d'Angus de Chris-

tian Yaccarini du Québec qui a monté une pépinière d'entreprises qui a créé plus de 2.000 emplois sur la fiche industrielle d'un ancien site de construction de locomotives ou celui de Dante Pomponi, adjoint au maire de Rome qui soutient la „Città dell'Altra Economia“ (Cité de l'autre économie).

Tous voulaient démontrer que cette autre économie existe et que les pouvoirs publics ont une responsabilité pour élaborer des politiques publiques cohérentes de soutien.

Anne Ferreira, présidente de l'inter-groupe à l'économie sociale au Parlement européen, soulignait l'importance de faire reconnaître le droit à l'„entreprendre autrement“ parfois mis à mal par la Commission.

Henri Arevalo, élu à Ramonville près de Toulouse, soulignait combien diverses étaient les aspirations des peuples avec dans les pays dits développés une remise en cause grandissante de la société de consommation et dans les pays dits en développement une aspiration (légitime) à accéder à cette société de consommation dont on sait qu'elle met à court terme en péril la planète (réchauffement climatique, trous dans la couche d'ozone, guerres économiques ...).

Après les interventions de Gabriela Cavalcanti Cunha du se-

crétariat de l'économie solidaire du Brésil et de Ram Ouédraogo, ancien ministre et député du Burkina Faso, tous se donnaient rendez-vous à Lux'09 au Luxembourg qui grâce à Inees doit accueillir les 4^e rencontres internationales de „Globalisation de la Solidarité“ pour la 1^{re} fois en Europe, pour définir un avenir commun, partagé, soutenable et solidaire.

Eric Lavillanière d'Inees en profitait pour marquer combien il était heureux de constater que cette conférence marquait le coup d'envoi de Lux'09¹ mais qu'il restait encore beaucoup de travail à faire au Grand-Duché pour convaincre le gouvernement de l'importance de cet événement qui, comme le faisait remarquer Marie-Thérèse Samnani, élue à Mondereange, représente une formidable opportunité de montrer une autre image de ce pays qui a beaucoup d'atouts pour devenir un vrai pôle d'excellence européenne de l'économie solidaire ... pour peu qu'il s'en donne les moyens.

Mais cette opportunité sera-t-elle saisie?

- > **1 Réseau des territoires de l'économie solidaire en France**
- 2 Réseau international de promotion de l'économie sociale solidaire basé à Dakar**

Journées internationales de l'économie solidaire Déclaration de Lille (extraits)

„S'unir pour impulser dans les instances décisionnaires nationales, européennes et internationales des politiques publiques d'économie sociale et solidaire

Les Journées internationales de Lille s'articulent avec les Rencontres „Globalisation de la Solidarité“ RIPESS de Lima (1997), Québec (2001) et Dakar (2005). Elles préparent les Rencontres de Luxembourg „LUX'09“, événement européen majeur qui aura lieu en 2009.

Ils réaffirment leur volonté de poursuivre et de consolider les actions engagées depuis 1997 avec les réseaux d'acteurs, notamment:

- la reconnaissance de l'ESS comme mode de développement économique permettant:
 - la création d'activités et d'emplois de qualité et socialement utiles
 - un partage équitable et solidaire des ressources entre les territoires, les populations et les générations
 - le soutien à toutes les initiatives locales de l'économie sociale et solidaire construites de façon participative et démocratique avec les citoyens/nes, les porteurs de projets, les acteurs de l'accompagnement, les institutions et les élu/e/s
 - la poursuite des actions de communication, de formation, de recherche-action et de représentation auprès des institutions
 - la concertation et la coopération à l'échelle internationale
- Alors que les initiatives locales se multiplient et que la reconnaissance institutionnelle progresse, les organisateurs et participants des Journées Internationales de Lille constatent que tous les objectifs fixés depuis 1997 ne sont pas atteints

La prégnance dans les institutions nationales, européennes et internationales du modèle économique dominant génère un accroissement des inégalités et une répartition injuste des richesses que les systèmes de redistribution n'arrivent pas à corriger. Dans ce contexte politique et économique, les organisateurs et participants des Journées Internationales de Lille affirment leur volonté de se coordonner et de multiplier leurs forces afin de peser à tous les niveaux sur les décisions politiques, économiques et financières. Réunis à Lille, les organisateurs et participants des Journées Internationales de l'économie solidaire s'engagent à:

- exiger de leurs gouvernements nationaux la mise en place durable de ministères dédiés à l'économie sociale et solidaire et veiller à ce qu'ils développent de véritables politiques publiques en collaboration avec les réseaux
- agir sur les institutions européennes et internationales (OMC, FMI, ...) afin qu'elles orientent leurs politiques vers un développement durable et solidaire et qu'elles reconsidèrent les indicateurs de richesse
- inciter les partenaires politiques, économiques et sociaux à s'approprier les problématiques de l'économie sociale et solidaire, et à en soutenir les actions dans leurs organisations et auprès de toutes les instances décisionnaires
- Il y a dix ans, était signée la déclaration de Lima. Il y a six ans était affirmé „Résister et construire“ à Québec. Il y a deux ans était proclamé „Renforcer le pouvoir d'agir des peuples“ à Dakar. Les Rencontres de 2009 au Luxembourg seront l'occasion de mesurer les progrès accomplis et de réaffirmer nos volontés.
- Nous appelons l'ensemble de l'économie sociale et solidaire à se mobiliser pour participer massivement à ces rencontres et montrer qu'elles s'affirment comme un grand mouvement international, à la hauteur des espoirs de paix, de développement économique, social et démocratique dont elle est porteuse.

(Lille, les 18 et 19 octobre 2007)

Neue Ökonomie (5)

Petra-Programm: Ausbildung und Austauschbesuche

Ab 1990 beteiligte sich die ASJ (Action Sociale pour Jeunes) ein zweites Mal an Petra (Programme d'action pour la formation professionnelle et la préparation des jeunes à la vie adulte et professionnelle), und zwar für weitere vier Jahre.

Die Aktivität blieb die gleiche: Weiterentwicklung der Ausbildung und Austausch erfolgreicher Praktiken unter den beteiligten Organisationen. Der praktische Teil sah die Beschäftigung jugendlicher Arbeitsloser vor die Ausbildung sowie Austausch-Besuche.

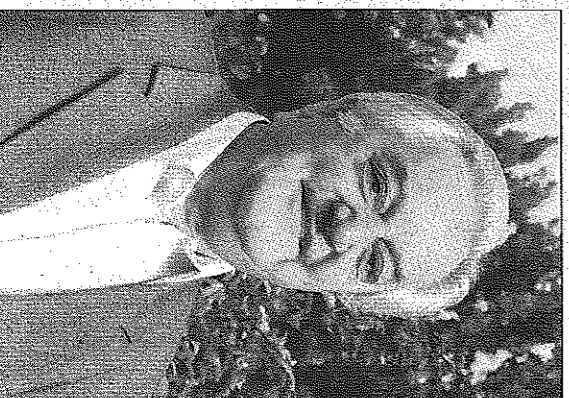
Der Austausch ermöglicht Jugendlichen beider Seiten, sich die kreativen Kunsthandwerklichen Fähigkeiten der Nachbarländer zu eigen zu machen und damit

neue Horizonte zu erschließen.

Die Partnerorganisationen kamen aus Newcastle-upon-Tyne (England) und s'Hertogenbosch (Niederlande).

Mit der IG-LUX wurde eine Zusammenarbeit organisiert, um jugendliche Arbeitslose innerhalb des Projektes „Minnetkompost“ auszubilden und zu beschäftigen.

Mit Zunahme der Aktivitäten innerhalb der ASJ, ihrer Beteiligung auf europäischer Ebene und den daraus resultierenden Erfahrungen sahen die Verantwortlichen ein, dass die bisherigen Bemühungen nicht wirksam genug waren. Man wollte sich deshalb mehr auf die Quellen der Problematik konzentrieren, und zwar auf die Ausbildung und die Zu-



Nic Eickman

sammenarbeit mit den Gemeinden. Diese Vorhaben bildeten dann die vordergründige Aktivität und wurden so, im Laufe der Zeit, zur Hauptaktivität der ASJ. Wir werden später etwas genauer darauf zurückkommen.

Auch die Presse berichtete mehr und mehr über die Aktivitäten der ASJ und so konnte man z.B. am 6. Oktober 1990 im Télécran (Agnès Krahl) lesen:

„... Wer sich hilfesuchend an die ASJ wendet, muss auf eine seriöse Vorbereitung gefasst sein und arbeitswillig sein.“

Nach einer gründlichen Vorbereitungsphase, in der die sozialen, technischen und kulturellen Fähigkeiten des Bewerbers unter der Lupe genommen und gefördert werden, wird er zu einem in-

ternen Praktikum in der gewählten Abteilung zugelassen und unter Zeitvertrag genommen. Nach mehmonatiger Bewährung folgt ein Praktikum in einem Betrieb, dies jedoch weiterhin unter der Aufsicht der ASJ. Nach etwa 1-2 Jahren gilt die sozio-ökonomische und kulturelle Integration als gegeben und der Jugendliche wird als fähig erachtet, seine Geschicke selbst in die Hand zu nehmen. Dabei kann er sich jedoch auf die weitere Beratung durch die ASJ verlassen, wenn er dies wünscht ...“

Halten wir noch fest: Im Jahre 1990 beschäftigte die ASJ 44 Mitarbeiter.

-> (Wird fortgesetzt)

Nic Eickman